

# Macron déclare la guerre aux travailleurs et aux jeunes Qu'il s'en aille, et avec lui son plan du 12 juillet et son gouvernement !

Les mesures annoncées par Macron le 12 juillet constituent une véritable déclaration de guerre de classe.

- **Remise en route de la contre-réforme des retraites**, visant à la disparition des régimes particuliers et à repousser de deux ans l'âge moyen de départ ;
- **Application au 1<sup>er</sup> octobre de la contre-réforme de l'assurance chômage** privant des centaines de milliers de chômeurs d'une grande partie de leur indemnisation ;
- **Interdiction d'exercer leur métier et perte de salaire** pour tous les personnels de santé, soignants ou non, non vaccinés à la date du 15 septembre et quel que soit leur établissement ;
- **Interdiction d'accès à la plupart des espaces publics** et de voyages longues distances en avion et en train pour qui ne disposera pas d'un « pass » en règle...

Ces annonces provoquent colère et indignation parmi les travailleurs et les jeunes. Particulièrement révoltante est l'attaque contre les personnels soignants : hier acclamés en héros, ils sont aujourd'hui désignés comme responsables de la situation sanitaire et menacés d'être jetés comme des chiens !

## Faut-il s'en étonner ?

**Un gouvernement qui ment** sur les masques, les tests et la vaccination ; un gouvernement qui a continué, depuis le début de la pandémie, à fermer les lits, les services et des hôpitaux entiers et à supprimer les postes par milliers au lieu de procéder au recrutement indispensable ; un tel gouvernement porte seul la responsabilité de la situation sanitaire et ne peut susciter la moindre confiance dans les mesures qu'il annonce.

**Un gouvernement qui, en pleine pandémie, encourage les licenciements** par centaines de milliers dans le privé et supprime en masse les emplois dans le public ; un gouvernement **qui réprime les grévistes** d'Aéroports de Paris qui refusent les baisses de salaire et exige de leurs syndicats qu'ils renoncent à toute grève pendant trois ans ; un gouvernement qui veut imposer à des centaines de milliers d'agents territoriaux de travailler gratuitement plusieurs jours par an ; **un tel gouvernement ne fera croire à personne qu'il est préoccupé du bien-être de la population laborieuse.**

**Un gouvernement qui prive des millions d'étudiants et de lycéens**, en totalité ou en large partie, de cours en présence physique ; un gouvernement **qui refuse de recruter les enseignants** nécessaires au dédoublement des classes, amphis et TD et qui, en plein mois de juillet, licencie des milliers d'enseignants contractuels ; un

gouvernement qui pousse ainsi des centaines de milliers de jeunes à **abandonner leurs études**, principalement dans les milieux ouvriers et populaires ; **un tel gouvernement ne peut prétendre se préoccuper du sort de la jeunesse.**

D'autant plus que **ce gouvernement**, durant la même période a offert **560 milliards d'euros aux capitalistes** qui spéculent à outrance et font grimper leurs profits tout en licenciant en masse ! Un tel gouvernement ne peut prétendre qu'il défend d'autres intérêts que ceux des capitalistes.

**Rejeté massivement** – le 20 juin, son parti a recueilli 3 % des suffrages des électeurs inscrits –, **Macron** a de plus en plus recours aux armes de la contrainte, de l'interdiction, de la violence et de la répression (rappelons l'interdiction, le 5 juin, de la manifestation du Parti ouvrier indépendant démocratique au motif qu'elle était appelée pour en finir avec Macron et sa politique !).

**Macron prétend que son objectif est la vaccination massive des soignants et de la population : c'est un mensonge.** Les soignants ? Sa propre administration évalue à 91,7 % la proportion des professionnels de santé ayant reçu au moins une dose et à 63,4 % ceux qui ont reçu deux doses. Ces chiffres ont été publiés par Santé publique France (communiqué n° 64) au mois de mai, en précisant qu'ils sont « sous-estimés ».

Quant à la population en général... les données officielles de la Sécurité sociale montrent que **la carte de la non-vaccination recoupe celle des revenus les plus pauvres** : on est deux fois plus vaccinés dans les riches arrondissements de l'ouest parisien et les riches communes des Hauts-de-Seine qu'en Seine-Saint-Denis !

Dans ces conditions, quel effet les mesures annoncées peuvent-elles avoir sur les millions de travailleurs et de jeunes qui, de toute façon, ni ne voyagent, ni ne partent en vacances, ni ne fréquentent restaurants, théâtres et cinémas ? En réalité, **cela ne va qu'enfoncer encore plus les habitants des quartiers ouvriers et populaires dans la précarité des ghettos à l'abandon.**

**Nous, membres du bureau national du Parti ouvrier indépendant démocratique,** nous constatons que pour 93 % d'entre nous, nous avons librement, sans contrainte, ni menace ni consigne de parti, fait le choix libre et individuel de la vaccination. Nous revendiquons que la même liberté soit laissée à tous.

**C'est pourquoi nous nous prononçons pour le retrait du plan Macron du 12 juillet et de toutes ses mesures anti-ouvrières, anti-retraités, anti-chômeurs, anti-jeunes et anti-démocratiques.**

Pour le POID, ce combat se relie à la recherche d'une issue politique conforme aux besoins et aux aspirations de la majorité, à savoir : « Dehors Macron et sa politique ! », satisfaction des revendications ouvrières et populaires, confiscation des 560 milliards pour la santé, l'école et l'emploi, l'interdiction des licenciements, **pour une Assemblée constituante souveraine abolissant cette V<sup>e</sup> République capitaliste et ouvrant la voie à un gouvernement de la majorité, une République des travailleurs et de la jeunesse.**

Au lendemain des annonces de Macron, on a vu des élus et dirigeants de partis de « gauche » apporter leur soutien au plan de Macron, côte à côte avec des élus et dirigeants de droite et du parti macroniste. Et on a vu d'autres dirigeants de « gauche » répondre à l'appel à manifester « pour la liberté », lancé par des responsables politiques de droite et d'extrême droite, qui ne cachent pas leur nostalgie des régimes ennemis de la liberté, à commencer par celui de Vichy.

Mais on a vu aussi dans quelques localités et départements, des organisations syndicales (notamment de personnels hospitaliers) **convoquer des rassemblements de travailleurs, sur un terrain de classe, contre les mesures annoncées.**

**La situation souligne avec force la responsabilité des organisations qui se réclament des intérêts ouvriers et de la démocratie.**

Le POID l'affirme : **c'est la classe des travailleurs qui est attaquée.** Il lui revient de réaliser son unité pour se défendre comme classe et de repousser la tentative de Macron de la diviser, entre vaccinés et non vaccinés, entre retraités « privilégiés » et les autres, entre chômeurs « scandaleusement indemnisés » et les autres travailleurs.

Dans cette voie, la responsabilité des organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie est de **rejeter toute union sacrée avec Macron et de se refuser à toute promiscuité avec les ennemis de la démocratie.** Les confédérations syndicales, tout particulièrement, seraient dans leur rôle en appelant à **organiser la riposte dans l'unité sur le strict terrain des revendications ouvrières et démocratiques.**

**Pour le retrait du plan Macron** dans tous ses aspects : retrait des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage, retrait de la menace de perte d'emploi et de salaire contre les personnels hospitaliers, retrait du « pass » Macron qui n'a de sanitaire que le nom.

**Pour les mesures d'urgence permettant l'accès à la libre vaccination** pour tous ceux qui le souhaitent en l'organisant en particulier dans les quartiers ouvriers et populaires, au plus près de la population ; **mesures d'urgence aussi, garantissant aux jeunes un vrai travail, un vrai salaire** dans des conditions de pérennité statutaire et conventionnelle et les moyens de véritables études en présence physique au lycée et à l'Université. Un plan d'urgence pour sauver le peuple travailleur ce qui, répétons-le, suppose de rompre avec Macron, **d'interdire les licenciements, de défendre les services publics** et d'ouvrir la voie à une autre politique conforme aux intérêts de la majorité.

Le POID décide de communiquer ces propositions à tous les niveaux, au plan national, départemental et local, à tous les travailleurs, militants et jeunes et à toutes les organisations se revendiquant des intérêts de la classe ouvrière et de la démocratie et se déclare ouvert à toute rencontre et toute discussion sur ces propositions.

Le bureau national

Prenez contact avec le POID.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

A retourner à : poidemocratique@orange.fr ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.